

APPEL A PROJETS CAVES TOURISTIQUES

LES OBJECTIFS

La Région Grand Est s'engage à accompagner le développement de l'oenotourisme en tant que filière prioritaire. Dans cet objectif, l'intervention régionale contribuera notamment à la structuration de la filière afin d'améliorer les conditions d'accueil dans les lieux touristiques et de mailler progressivement le territoire en offre oenotouristique.

L'appel à projets « Caves touristiques » a pour objectif principal d'améliorer les conditions d'accueil des clientèles touristiques par la création ou l'amélioration des espaces dédiés à l'accueil des visiteurs dans les exploitations et caveaux viticoles (groupe d'au moins 20 personnes) et par l'aménagement de circuits de visite sur site.

QUI EST CONCERNE ?

Cet appel à projets s'adresse aux **personnes morales de droit privé de type entreprises** implantées en Région Grand Est, qui exploitent des vignes, assurent la commercialisation directe de vins et accueillent des visiteurs sur site.

Ces entreprises doivent disposer de moins de 50 salariés équivalent temps plein et d'un chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan qui n'excède pas 10 millions d'euros.

(Sources: Règlement général d'exemption CE n°651/2014 du 17 juin 2014 portant définition des petites entreprises)

NATURE DES PROJETS ELIGIBLES

Sont concernés, les **projets d'investissements** visant à améliorer l'accueil des clientèles touristiques dans les domaines viticoles (dont l'accueil de groupes) et le développement de prestations œnotouristiques.

Il pourra s'agir notamment - de la création ou de l'amélioration de locaux d'accueil, - de l'aménagement d'espaces scénographiés présentant notamment le domaine et ses vins, - de la mise en place d'outils de médiation autour des vins/viticulture/vignobles, - de l'acquisition d'équipements permettant l'organisation de prestations oenotouristiques.

Ces investissements ne doivent ni être réalisés, ni démarrés, au moment du dépôt du dossier.

CRITERES D'ANALYSE

Les dossiers seront instruits sur la base des critères d'analyse suivants :

- argumentaire mentionnant les résultats attendus et la plus-value apportée par cet investissement
- intérêt du projet pour le territoire, partenariat avec les acteurs touristiques locaux, notamment dans le cadre du label Vignoble et Découverte
- dimension/modèle économique du projet, dont impact sur l'emploi
- offre de produits oenotouristiques nouveaux / innovants liés à cet investissement
- actions de communication spécifiques, dont communication digitale, pour valoriser l'offre
- possibilités de visites en langue étrangère

L'adhésion à une charte de qualité garantissant au visiteur une qualité d'accueil par un socle commun de prestations constitue un plus.

DEPENSES ELIGIBLES

Sont éligibles les dépenses suivantes :

- les équipements d'accueil, de dégustation et d'animation
- la création, l'aménagement et la mise en sécurité de circuits de visite
- les supports de médiation (scénographie, outils multimédia, contenus d'audioguides)
- la signalétique interne

Ne sont pas éligibles :

- l'acquisition de biens immeubles
- la création ou la restauration de bâtiments ainsi que leurs mises aux normes
- la création de parkings et d'accès au site
- les magasins de vente

NATURE ET MONTANT DE L'AIDE

Nature : subvention avance remboursable à taux zéro

Section : investissement fonctionnement

Taux : 20 % ou 30 %, selon l'intérêt du projet

Plafond de dépenses éligibles : 100 000 € HT

Plancher de dépenses éligibles : 20 000 € HT

Le bénéficiaire d'une aide régionale devra attendre 3 ans, à compter de la date de la délibération votée en Commission Permanente, pour pouvoir présenter une nouvelle demande de soutien.

MODALITES DE DEMANDE D'AIDE

Réception des dossiers :

Fil de l'eau Appel à projets annuel Appel à manifestation d'intérêt

Pour cet appel à projets, la réception des dossiers est fixée semestriellement aux dates buttoir suivantes :

- pour le 1er semestre au 30/06/2019 au plus tard
- pour le 2ème semestre au 31/12/2019 au plus tard

Lettre d'intention :

Toute demande d'aide doit faire l'objet d'une lettre d'intention préalable qui doit être adressée au Président de la Région. **La date de réception de ce courrier par la Région doit impérativement être antérieure au démarrage de l'opération.**

Demande d'aide :

La demande d'aide se fera sous la forme d'un dossier type à renseigner associé à cet AP. Il comporte notamment les informations suivantes :

- le nom du porteur de projet, raison sociale et taille de l'entreprise ;
- une note descriptive du projet, sa localisation et les effets attendus (montant des investissements, dates de début et de fin d'opération, emplois créés ou confortés...)
- l'ensemble des postes de dépenses prévisionnelles du projet ;
- le tableau de financement prévisionnel du projet ;
- le montant de l'aide sollicitée.

Des pièces complémentaires pourront être demandées dans le cadre de l'instruction du dossier.

ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Les modalités détaillées de l'instruction ainsi que les engagements du bénéficiaire figurent dans le dossier de demande d'aide à compléter obligatoirement selon la forme requise. A défaut, le dossier sera considéré comme irrecevable.

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Région dans tout support de communication, sous peine de remboursement de l'aide.

MODALITE DE VERSEMENT DE L'AIDE

Le mandatement sera effectué par versement unique, sur présentation d'une demande de versement, d'un état récapitulatif des dépenses signé par le bénéficiaire et certifié par le comptable (ou expert-comptable). Pour permettre un contrôle approfondi des sommes

déclarées par le bénéficiaire, la Région se réserve le droit de réclamer à tout moment la transmission d'une copie des factures mentionnées à l'état récapitulatif.

En cas d'impossibilité de fournir cette certification comptable, le bénéficiaire devra fournir la totalité des factures portant mention du règlement.

MODALITE DE REMBOURSEMENT EVENTUEL DE L'AIDE

En cas de non-exécution, de retards significatifs ou de modifications substantielles sans l'accord écrit de la Région des conditions d'exécution du projet par le bénéficiaire, la Région peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

SUIVI - CONTROLE

L'utilisation de l'aide octroyée pourra faire l'objet d'un contrôle sur place ou sur pièces portant sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire.

REFERENTIELS REGLEMENTAIRES

L'attribution de l'aide régionale se fera dans le respect de l'encadrement communautaire des aides aux entreprises, qui à la date de rédaction du présent dispositif, est le Règlement CE n°651/2014 du 17 juin 2014 (Règlement général d'exemption par catégorie, dont N°SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale).

DISPOSITIONS GENERALES

- L'instruction ne pourra débuter que si le dossier est complet.
- L'octroi d'une aide régionale (ou son renouvellement) ne constitue en aucun cas un droit acquis.
- La conformité du projet aux critères d'éligibilité n'entraîne pas l'attribution automatique de l'aide sollicitée. En effet, le Conseil Régional conserve un pouvoir d'appréciation fondé notamment sur le degré d'adéquation du projet présenté avec ses axes politiques, la disponibilité des crédits, le niveau de consommation de l'enveloppe budgétaire ou encore l'intérêt régional du projet.
- L'aide régionale (ou son renouvellement) ne peut être considérée comme acquise qu'à compter de la notification au bénéficiaire de la décision d'attribution prise par l'organe délibérant compétent.
- L'attribution d'une aide se fait dans la limite des crédits votés au cours de l'exercice d'attribution de l'aide.